

**Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et
l'environnement**

**Marché à procédure adaptée en application des dispositions des articles L2123-1, 2° et
R2123-1, 3° et R2131-14 du code de la commande publique**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
(CCP)**

Administration contractante :

Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement
Etablissement public à caractère scientifique et technologique
Centre Lyon-Grenoble-Auvergne-Rhône-Alpes
5 rue de la Doua CS 20244 - 69625 Villeurbanne Cedex

Objet de la consultation :

**Prestation de service pour assurer la contribution du dispositif Flore Sentinelle au
programme national de surveillance de la biodiversité terrestre porté par l'OFB.**

Numéro de consultation : 2026-LESSEM-FLORESENTINELLE

Date limite de remise des offres : mercredi 18 mars 2026 à 12h00

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| Article 1. Préambule..... | 3 |
| Article 2. Objet de la consultation - Dispositions générales..... | 3 |
| 2.1. <i>Objet du marché</i> | 3 |
| 2.2. <i>Décomposition en lots et PSE</i> | 3 |
| Article 3. Mode de passation | 3 |
| Article 4. Pièces contractuelles du marché..... | 3 |
| 4.1 <i>Pièces particulières du marché</i> | 3 |
| 4.2 <i>Pièces générales</i> | 3 |
| 4.3 <i>Dispositions particulières</i> | 4 |
| Article 5. Caractéristiques du besoin..... | 4 |
| Article 6. Livrables | 5 |
| Article 7. Délais d'exécution ou de livraison | 6 |
| 7.1 <i>Délais d'exécution</i> | 6 |
| 7.2 <i>Prolongation des délais</i> | 6 |
| Article 8. Conditions d'exécution des prestations | 6 |
| 8.1 <i>Obligation de résultat</i> | 6 |
| 8.2 <i>Suivi de la prestation</i> | 6 |
| 8.3 <i>Stockage, emballage et transport</i> | 6 |
| 8.4 <i>Conditions de livraison</i> | 7 |
| Article 9. Obligations du titulaire | 7 |
| 9.1 <i>Obligation de conseil</i> | 7 |
| 9.2 <i>Obligation d'information</i> | 7 |
| 9.3 <i>Obligations de confidentialité</i> | 7 |
| 9.4 <i>Mesures de sécurité</i> | 8 |
| 9.5 <i>Responsabilité du titulaire</i> | 8 |
| Article 10. Constatation de l'exécution des prestations | 8 |
| Article 11. Transfert de propriété..... | 8 |
| Article 12. Maintenance et garanties des prestations..... | 8 |
| Article 13. Garanties financières..... | 8 |
| Article 14. Avance..... | 9 |
| Article 15. Prix..... | 9 |
| 15.1 <i>Caractéristiques des prix pratiqués</i> | 9 |
| 15.2 <i>Modalités de variations des prix</i> | 9 |
| Article 16. Modalités de règlement des comptes..... | 10 |
| 16.1 <i>Acomptes et paiements partiels définitifs</i> | 10 |
| 16.2 <i>Présentation des demandes de paiements</i> | 10 |
| 16.3 <i>Délai global de paiement</i> | 10 |
| Article 17. Pénalités..... | 11 |
| 17.1 <i>Pénalités de retard</i> | 11 |
| 17.2 <i>Pénalités d'exécution</i> | 11 |
| Article 18. Assurances..... | 11 |
| Article 19. Résiliation du marché..... | 11 |
| Article 20. Droit et Langue | 12 |
| Article 21. Dérogations au C.C.A.G..... | 12 |
| Article 22. Clauses particulières..... | 12 |

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Article 1. Préambule

Le projet Sentinelles des Alpes, coordonné par la Zone Atelier Alpes, fédère cinq dispositifs de suivi de long terme des socio-écosystèmes de montagne. L'un d'entre eux, Flore Sentinelle, vise à assurer un suivi des habitats et espèces patrimoniaux alpins dans un contexte de changements globaux. Au titre de la contribution de Sentinelles des Alpes au programme national de surveillance de la biodiversité terrestre, la ZAA souhaite faire appel à un prestataire de service pour faire une synthèse et valoriser les résultats de Flore Sentinelle et participer à une réflexion conjointe avec le dispositif Alpages Sentinelles sur les pelouses alpines, porteuses d'enjeux de biodiversité et de pastoralisme.

Article 2. Objet de la consultation - Dispositions générales

2.1. Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) concernent :

Prestation de service pour assurer la contribution du dispositif Flore Sentinelle au programme national de surveillance de la biodiversité terrestre porté par l'OFB.

Lieu(x) d'exécution : Alpes françaises

2.2. Décomposition en lots et PSE

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le présent marché ne fait pas l'objet d'aucune prestation supplémentaire éventuelle.

Article 3. Mode de passation

Le présent marché de fourniture est passé selon la procédure adaptée en application des dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique.

Article 4. Pièces contractuelles du marché

4.1 Pièces particulières du marché

En dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces constitutives du marché, dont seul l'exemplaire original conservé par le pouvoir adjudicateur fait foi, sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes le cas échéant
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG – FCS)
- L'offre financière
- L'offre technique du titulaire

4.2 Pièces générales

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics Fournitures Courantes et Services (CCAG FCS – issu du texte n°18 de l'arrêté du 30 mars 2021), version en vigueur.

Le CCAG FCS, bien que matériellement non joint à la consultation, est réputé parfaitement connu des Parties.

4.3 Dispositions particulières

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre du Titulaire puis durant l'exécution du marché. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché.

Toute clause limitative de responsabilité du Titulaire intégrée dans son offre est expressément considérée comme nulle et non avenue.

Article 5. Caractéristiques du besoin

Zone Atelier Alpes

La Zone Atelier Alpes est un dispositif d'observations et de recherches pluridisciplinaires **sur les trajectoires et le fonctionnement des socio-écosystèmes des Alpes dans un contexte de changements climatiques globaux et de mutations socio-économiques des territoires de montagne**. Ses objectifs sont :

de coordonner et/ou d'appuyer les programmes scientifiques d'observations à long terme des relations entre environnement et sociétés dans les Alpes ;
de promouvoir des recherches aux interfaces entre l'écologie des écosystèmes, les géosciences (climatologie, hydrologie, nivologie) et les sciences humaines et sociales (, sociologie, science politique, histoire, géographie, économie territoriale) ;
de co-construire des questions de recherche avec les acteurs des territoires (gestionnaires d'espaces protégés, collectivités territoriales).

Sentinelles des Alpes

Le projet Sentinelles des Alpes, coordonné par la Zone Atelier Alpes, est un projet d'action partenariale visant à élaborer, intégrer et faire connaître des dispositifs d'observation des relations climat-humains-biodiversités à l'échelle du massif alpin français. L'objectif de SDA est de définir et mettre en œuvre une stratégie cohérente d'observation à l'échelle des Alpes, sur la base d'une mise en synergie de cinq dispositifs sentinelles existants : observatoire ORCHAMP, Lacs Sentinelles, Alpages Sentinelles, Flore Sentinelle (anciennement : réseau Alpes-Ain de conservation de la flore), Refuges Sentinelles.

Les socio-écosystèmes actuellement suivis dans le cadre de ces dispositifs sont les lacs de montagne, les têtes de bassins versants, les alpages en lien avec leurs exploitations, la flore et les habitats emblématiques des Alpes, les environnements de haute montagne. Tous les objets suivis y sont vus comme des sentinelles des changements affectant les territoires des Alpes : changements climatiques, changements des modes d'utilisation des terres, modifications des pratiques agro-pastorales, sportives et récréatives.

Le besoin exprimé dans ce cahier des charges concerne plus précisément le dispositif Flore Sentinelle.

Flore Sentinelle est un dispositif pour observer, comprendre et accompagner les trajectoires des espèces végétales et des habitats patrimoniaux dans les Alpes françaises qui existe depuis 2008. Il regroupe une trentaine d'organismes comprenant gestionnaires et chercheurs.

Le fonctionnement en réseau vise à développer les échanges et mutualiser les connaissances et les compétences afin de mettre en œuvre des actions concertées à l'échelle du territoire alpin.

Flore Sentinelle se décline en trois volets qui se déploient sur le temps long :

- observatoire (suivi à long terme d'espèces et d'habitats) ;
- programme d'action (stratégies régionales et alpine de conservation de la flore, élaboration et mise en œuvre de plans de conservation, coordination de gestion et restauration) ;
- programmes d'étude (flore alpine et changement climatique/géomorphologie/agro-écologie...).

Ces travaux répondent à deux enjeux majeurs :

-évaluer l'état de conservation et limiter l'érosion de la flore alpine patrimoniale ;
-comprendre l'évolution des espèces et des habitats patrimoniaux alpins en réponse aux changements globaux.
Un volet des actions de Flore Sentinelle comprend le suivi à long terme d'espèces végétales et d'habitats sur la base de protocoles communs mis en place avec l'ensemble des partenaires. Actuellement, le réseau réalise à l'échelle alpine (ou de leur aire de répartition) un suivi commun sur trente-deux espèces et quatre habitats avec le protocole « suivi territoire » mais la généricité de ces protocoles permettrait une application à de nombreux autres espèces et habitats. Chaque gestionnaire met en œuvre ce protocole et réalise les observations sur son territoire ; sur les sites ne bénéficiant pas d'un suivi par des gestionnaires, il est nécessaire de faire appel à un prestataire (ou CBNA) pour assurer le relevé des données.

Les données relatives à ces observations sont stockées dans des bases accessibles sur internet pour la saisie et la consultation des données via login et mot de passe. Les partenaires techniques qui participent à la collecte de données en bénéficient automatiquement et des accès ont été créés sur demande pour nos interlocuteurs des DREAL, départements, régions, délégations régionales OFB... En 2021, des formations de présentation à Flore Sentinelle et de ses bases de données sont proposées pour étendre cette démarche auprès des partenaires institutionnels.

Par son organisation, ses protocoles et ses bases de données, on peut donc considérer que Flore Sentinelle a mis en place un dispositif de monitoring de la flore et des habitats patrimoniaux sur les Alpes françaises.

Depuis 2018, Flore Sentinelle a rejoint Alpages Sentinelles, Lacs Sentinelles, Refuges Sentinelles et ORCHAMP dans le dispositif Sentinelles des Alpes.

Dans le cadre du projet Sentinelles des Alpes, les besoins concernent le co-financement d'une étude de faisabilité d'un réseau de surveillance de la flore et des habitats patrimoniaux et menacés de métropole fondée sur l'expérience de Flore Sentinelle.

Description des actions attendues pour l'année 2026

1) Synthèse et valorisation des résultats de Flore Sentinelle

Synthèse des données d'évaluation et de suivis récoltées par Flore Sentinelle, valorisée sous la forme d'indicateurs ;

Mise en place et animation d'un groupe de travail sur les pressions exercées sur la biodiversité : réactualisation de la typologie Flore Sentinelle et correspondance des référentiels, compléter la saisie, réaliser une synthèse des pressions sur la flore alpine ;

Analyse des données pour mettre en avant des tendances détectées sur la flore patrimoniale, en lien avec les pressions identifiées, valorisation des résultats ;

Animation de Flore Sentinelle nécessaire à ces actions : organisation des réunions annuelles et de groupes de travail thématiques, coordination de la saisie des données ;

Porter à connaissance des résultats et contribution au programme national de surveillance de la biodiversité terrestre.

2) Pelouses alpines, des enjeux de biodiversité et de pastoralisme

Réflexion partagée 'Flore Sentinelle' et 'Alpages Sentinelles' autour :

1/ de la définition et de la spatialisation des enjeux autour de la flore patrimoniale et de la ressource pastorale (identification d'indicateurs, définition de l'échelle, cartographie, test terrain sur un ou quelques sites pilotes) ;

2/ d'un focus sur un ou plusieurs milieux à enjeux (exemple : les combes à neige) au croisement des travaux et des problématiques des deux dispositifs : déclinaison du point 1 sur cet habitat, réflexion/élaboration voire test de méthodologie permettant d'évaluer l'impact du pastoralisme sur cet habitat.

Cette collaboration prendra la forme de réunions en groupes de travail et de co encadrement de 2 stages.

Article 6. Livrables

Livrable associé à l'action 1 :

- Rapport technique : éléments de synthèse et de valorisation des résultats de Flore Sentinelle

Livrables associés à l'action 2 :

- 2 rapports de stage : croisement des enjeux « flore patrimoniale » et « pastoralisme » sur les pelouses alpines.

Article 7. Délais d'exécution ou de livraison

7.1 Délais d'exécution

Le marché est conclu à compter de sa date de notification pour une durée initiale d'un an, qui comprend l'ensemble des prestations réalisées à titre principal, du démarrage de la prestation jusqu'à l'expiration de la garantie.

7.2 Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG FCS.

Article 8. Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

8.1 Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat pour la réalisation de l'ensemble de ses prestations. Il réalise les prestations convenues conformément aux règles de l'art. Il s'engage notamment à :

- Informer autant que nécessaire le pouvoir adjudicateur sur l'état d'avancement des prestations
- Fournir et installer des équipements répondant en tout point aux exigences et objectifs de l'établissement INRAE,
- Respecter le calendrier de réalisation des prestations convenu.

8.2 Suivi de la prestation

Le titulaire doit désigner, en son sein, un responsable chargé de veiller à l'exécution du marché. Cette personne devra disposer d'une délégation suffisante permettant de mettre en œuvre sans délai toute mesure qui s'impose.

L'exécution des prestations pourra être contrôlée à tout moment par le pouvoir adjudicateur ou les personnes qu'il mandate à cet effet.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une démarche qualité avec des dispositifs favorisant l'amélioration continue.

Le suivi de la prestation se traduit également au travers d'éléments de reporting et d'indicateurs ainsi que par la mise en place d'actions correctives lorsque des dysfonctionnements ou des défauts de qualité apparaissent.

8.3 Stockage, emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures seront effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG FCS.

Ainsi, les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. De même, le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

8.4 Conditions de livraison

La livraison aura lieu à l'adresse suivante :

Centre INRAE Lyon Grenoble Auvergne Rhône Alpes
Domaine Universitaire
2, Rue de la Papeterie – BP 76
38402 Saint Martin d'Hères Cedex

Dans le respect de l'article 21 du CCAG FCS, il est précisé ce qui suit.

Le titulaire s'engage à livrer, décharger, installer, monter et fixer s'il y a lieu les équipements objet du présent CCP. Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés.

Les livraisons et installations devront être groupées et complètes. A défaut, la livraison ne pourra pas être considérée comme effectuée. Dans l'hypothèse où la livraison s'effectue en plusieurs fois c'est le dernier jour de livraison qui est pris en compte dans le calcul des délais d'exécution.

Un état des lieux contradictoire en présence d'un représentant du pouvoir adjudicateur sera effectué lors de la livraison.

Le titulaire prendra intégralement en charge les dégâts constatés résultant de la livraison. En telle hypothèse, la livraison ne pourra être considérée comme effectuée, jusqu'à réparation des dégâts sauf décision contraire du pouvoir adjudicateur.

Article 9. Obligations du titulaire

9.1 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte de risques et menaces potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

9.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

9.3 Obligations de confidentialité

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

9.4 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

9.5 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Article 10. Constatation de l'exécution des prestations

L'acheteur effectue, au moment même de la livraison des livrables les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives simples dès que le titulaire lui notifie.

Les constatations réalisées par l'acheteur sont consignées dans un procès-verbal mentionnant, s'il y a lieu, les réserves du titulaire.

Le paiement s'effectuera après l'admission des prestations par l'acheteur.

Article 11. Transfert de propriété

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

Les résultats obtenus dans le cadre du présent accord appartiendront à INRAE après paiement intégral de la somme prévue à l'acte d'engagement. INRAE sera libre d'en disposer et de les utiliser, de les protéger et de les exploiter commercialement sans restriction et sans frais supplémentaires.

Ce contrat n'emporte en aucun cas transfert de la propriété intellectuelle antérieure de chacun des parties. Les méthodes et savoir-faire mis en œuvre par chacune des parties dans le cadre de l'exécution des présentes resteront leur propriété respective.

Article 12. Maintenance et garanties des prestations

Le point de départ du délai de garantie est la date d'admission du matériel figurant sur le procès-verbal d'admission.

Les conditions du CCAG FCS s'appliquent au présent marché ; les matériels doivent donc être garantis contre tout vice de construction, de fabrication, fonctionnement ou défaut de matières premières à compter de la date d'admission figurant sur le procès-verbal d'admission.

La maintenance s'exercera dans les conditions fixées par le CCAG FCS.

Article 13. Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Article 14. Avance

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 20 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché rédaction.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

Article 15. Prix

15.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix forfaitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement et son annexe financière.

Les prix seront définis dans les devis détaillés joints à l'acte d'engagement, le taux de la TVA appliqué est celui en vigueur au moment de la remise de l'offre.

Les prix comprennent, outre la totalité des charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement les prestations, toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires ainsi que tous les frais de quelque nature que ce soit. Et, notamment :

- Les prix des prestations décrites dans le CCP et autres prestations permettant d'atteindre les objectifs fixés,
- Les frais d'assurances souscrites par le titulaire pour couvrir son activité professionnelle,
- En cas de co-traitance, conjointe ou solidaire, toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations coordination et contrôle, ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances,
- En cas de sous-traitance, les frais de coordination et de contrôle de ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ces défaillances.
- Les frais de livraison et, le cas échéant, de reprise des fournitures non conformes ou détériorées.
- Les frais d'emballages et de déballages le cas échéant.
- La garantie de bon fonctionnement décrite à l'article 12 du présent CCP.
- Tous les raccordements nécessaires pour le fonctionnement des équipements
- De manière générale, tous les accessoires et dispositifs permettant d'atteindre les objectifs définis dans le présent CCP.
- L'intégralité des prestations détaillées à l'annexe financière et dans toutes pièces contractuelles du marché.

15.2 Modalités de variations des prix

Les prix du contrat sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **février 2026** ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont fermes et non actualisables.

Article 16. Modalités de règlement des comptes

16.1 Acomptes et paiements partiels définitifs

La périodicité des acomptes est fixée à trois mois.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

16.2 Présentation des demandes de paiements

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique / bon de commande)
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire transmet ses factures via le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures.

16.3 Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 17. Pénalités

Par dérogation les articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG FCS ne s'appliquent pas. Toutefois, quel que soit le montant des pénalités, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de renoncer à la mise en œuvre de tout ou partie des pénalités citées ci-dessous.

Les pénalités peuvent être appliquées sans mise en demeure préalable, et sont cumulables.

17.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable des pénalités fixées à 200,00 € pendant 10 jours, puis 500,00 € au-delà.

17.2 Pénalités d'exécution

Le non-respect des obligations du titulaire telles que précisées dans les pièces contractuelles peut donner lieu à l'application d'une pénalité de 100€ HT par faute sans qu'il ne soit nécessaire d'effectuer une mise en demeure. Le titulaire disposera d'un délai de 10 jours pour remédier au défaut d'exécution le cas échéant. En cas de non-action de la part du titulaire dans les délais, le titulaire se verra appliquer une pénalité de 100€ HT par jour jusqu'à la date de constatation du respect de l'obligation concernée.

Les autres clauses de l'article 14 du CCAG FCS s'appliquent.

Article 18. Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande [du pouvoir adjudicateur](#) et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 19. Résiliation du marché

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché public peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5%.

Article 20. Droit et Langue

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de LYON :

184, Rue Duguesclin

69003 LYON

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Article 21. Dérogations au C.C.A.G.

Les dérogations aux CCAG FCS, explicitées dans les articles désignés ci-après du [C.C.P.](#), sont apportées aux articles suivants :

| Articles CCP | Articles CCAG FCS |
|-------------------------------------|--------------------------|
| 4.1. Pièces particulières du marché | Article 4.1 |
| 17. Pénalités | Article 14.1.2 |
| 17. Pénalités | Article 14.1.3 |
| 17.1 Pénalités de retard | Article 14.1 |

Article 22. Clauses particulières

La signature du marché pourra avoir lieu sous réserve de la signature définitive de la convention de subvention qui est à l'initiative du besoin. En cas d'absence, la consultation sera déclarée sans suite.